
[Le leurre de l'économie verte. REDD Early Movers – REDD Juridictionnel](#)

L'un des objectifs du coup d'État de 2016 a été d'augmenter et d'accélérer de manière effrénée le soutien de l'État brésilien aux grandes corporations, qui sont les principales responsables de la pollution environnementale.

Dans le scénario de crise du capitalisme et d'approfondissement du néolibéralisme, la nouvelle stratégie est de monétiser et de mettre sur le marché les fonctions de la nature en cherchant surtout à étendre le capital sur les terres indigènes, les quilombolas [communautés de descendants d'esclaves] et les communautés traditionnelles par l'intermédiaire de l'État. Transformées en « services environnementaux », les fonctions de la nature sont valorisée par le capital étranger intéressé par ce nouveau business. C'est ce qui se passe actuellement dans l'état de Mato Grosso, avec la banque allemande KFW, l'Angleterre et d'autres intéressés.

L'intérêt du capital est garanti par des pactes mondiaux scellés au nom de stratégies pour réduire les émissions de polluants qui accélèrent les changements climatiques. Toutefois, ces accords ne considèrent pas les changements de paradigmes comme des initiatives pour réduire le contrôle entrepreneurial sur le système alimentaire international et la consolidation des modèles agricoles qui utilisent moins de carbone, comme l'agro-écologie.

La politique de la banque allemande KFW est acceptée par l'état brésilien de Mato Grosso en tant que **REED Early Movers (REM), que nous pouvons traduire par « ceux qui implantent le REED avant les autres »**. Il s'agit d'un exemple de la nouvelle forme du capital qui s'approprie les fonctions de la nature pour produire plus de capital.

Commercialiser l'air! Ou plutôt négocier le gaz carbonique retenu par les arbres de la forêt. Le début d'un processus supplémentaire de commercialisation et de privatisation dégradant. En comparaison, l'eau qui est privatisée restreint actuellement l'accès de 1 milliard et 500 millions de personnes à l'eau potable dans le monde.

Les ressources pour encourager le marché de carbone à travers le mécanisme du REED (Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts), qui arrive « avant » par le biais du REM, proviennent des pays industrialisés qui ont de grandes entreprises. Comme ces entreprises génèrent de l'énergie en brûlant des combustibles fossiles, elles émettent de grosses quantités de gaz carbonique et sont les responsables principales du réchauffement global et des changements climatiques qui affecteront toute l'humanité et les forêts. Le REED est un mécanisme de compensation qui ne compense pas vraiment. Dans ce sens, il est une solution qui leur donne le droit de continuer, y compris d'étendre leur pollution.

Le programme REM (REED Early Movers) est un tremplin pour le programme REDD+ Juridictionnel, où ce gouvernement paie le gouvernement de l'état de Mato Grosso s'il peut prouver que la déforestation réalisée avec l'aide de la banque allemande n'excède pas le maximum autorisé de perte forestière. Or, ce n'est pas le cas. Le taux de déforestation de l'état de Mato Grosso augmente progressivement depuis 2012 ; en 2016, 95 % de la déforestation était illégale

selon les données de l'IVC.

La nomenclature de l'économie verte où est contenu le REED apparaît comme un prétexte pour résoudre la crise climatique ; une autre forme de spéculation « mais qui n'implique, en aucune manière, de changement radical à la hauteur des circonstances. Au contraire, il peut devenir un expédient qui permet de soutenir la surconsommation de certains pays et secteurs » (Pape François).

LUTTER CONTRE REED+, C'EST AUSSI COMBATTRE LE CAPITALISME ! Un choix que nous avons fait.

Veiller sur la terre, notre maison commune.

Signataires:

1. Associação Brasileira de Homeopatia Popular – ABHP
2. Associação Brasileira de Saúde Popular - ABRASP/BIO SAÚDE
3. ARPA - Associação Regional de Produtores Agroecológicos
4. ARPEP - Associação Regional das Produtoras Extrativistas
5. Central Única dos Trabalhadores – CUT
6. Centro Burnier Fé e Justiça - CBFJ – CJCIS
7. Centro de Direitos Humanos Dom Máximo Biennès – CDHDMB
8. Centro de Tecnologia Alternativa - CTA
9. Centro Pastoral para Migrantes - CPM
10. Comissão Pastoral da Terra - CPT – MT
11. Conferência dos Religiosos do Brasil – CRB - MT
12. Conselho Indigenista Missionário - CIMI-MT
13. Conselho Nacional do Laicato do Brasil - CNLB
14. Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional - FASE
15. Fórum de Direitos Humanos e da Terra MT
16. Fórum Mudanças Climáticas e Justiça Social
17. Grupo de Estudo Educação & Merleau-Ponty – GEMPO UFMT/IE
18. Grupo de Pesquisa Movimentos Sociais e Educação – GPMSE/PPGE/IE/ UFMT
19. Grupo Pesquisador em Educação Ambiental, Comunicação e Arte, GPEA-UFMT
20. Instituto Caracol - IC
21. Instituto GAIA
22. Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem-Terra - MST
23. Movimento dos Trabalhadores Rurais 13 de Outubro
24. Observatório Nacional de Justiça Socioambiental Luciano Mendes de Almeida – OLMA
25. Rede De Comunidades Tradicionais Pantaneiras
26. RuAção - Núcleo Interinstitucional Merleau - freiriano (UFMT)